

Bolivie : les paradoxes du gouvernement Morales

Eve B. Araoz

Number 784, May–June 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/81907ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Araoz, E. B. (2016). Bolivie : les paradoxes du gouvernement Morales. *Relations*, (784), 34–35.



BOLIVIE : LES PARADOXES DU GOUVERNEMENT MORALES

Le conflit entourant la construction d'une autoroute dans le territoire protégé du TIPNIS a révélé de nombreuses contradictions dans le discours écologiste et indigéniste du gouvernement d'Evo Morales.

Eve B. Araoz*

L'auteure, chercheuse bolivienne, est doctorante en écologie interdisciplinaire à l'Université de Floride

L'arrivée au pouvoir d'Evo Morales et de son parti, le Mouvement vers le socialisme (MAS), en 2005, a suscité beaucoup d'espéros de changement dans un pays meurtri par plusieurs siècles de colonialisme, de marginalisation et de pauvreté de toutes sortes. Malgré des acquis importants –notamment sur le plan socioéconomique–, plusieurs de ces espoirs de voir le *Proceso de cambio*¹ («processus de changement»), instauré par le premier président d'origine autochtone de l'histoire du pays, déboucher sur une réelle révolution démocratique et indigéniste se sont progressivement évanouis. En dépit des promesses de développer une économie plurielle et malgré l'adoption d'une nouvelle constitution plurinationale, en 2009, force est de constater que c'est davantage un modèle hégémonique fondé sur l'extractivisme et les exportations de ressources naturelles qui s'est imposé et que les espaces d'expression politique ont été cooptés par le parti au pouvoir.

Pourtant, les gouvernements se réclamant du «socialisme du XXI^e siècle», comme celui d'Evo Morales, revendiquent un modèle postnéolibéral, pluraliste et fondé sur une relation harmonieuse avec la nature. Par exemple, en 2012, le Parlement bolivien a adopté la Loi cadre sur la Terre-mère et le développement intégral pour le «bien-vivre», concept défini comme un «horizon civilisationnel [...] alternatif au capitalisme» fondé sur les «cosmologies des nations et peuples indigènes-originaires-paysans [...]» (traduction libre).

Ce cadre philosophique et législatif entre en flagrante contradiction avec les projets de barrages hydroélectriques et d'autoroutes dans l'Amazonie, de même qu'avec l'expansion constante de la frontière agricole (notamment par la déforestation) et l'intensification de l'exploitation des hydrocarbures et des ressources minérales, qui caractérisent la stratégie économique du gouvernement bolivien.

Le conflit du TIPNIS

Le conflit entourant le projet gouvernemental de construire une autoroute en plein cœur du Territoire indigène et parc national Isiboro-Sécure (TIPNIS), au centre du pays, illustre bien ces contradictions entre le discours et la réalité. Il est rapidement devenu un exemple cristallisant clairement le double discours



du MAS concernant les enjeux sociaux, économiques et environnementaux.

En août 2011, pour protester contre le projet du TIPNIS, les membres de trois ethnies (Yuracarés, Moxeño-Trinitarios et Chimanes) qui habitent le territoire ont entamé une marche de 65 jours (600 km) depuis leurs communautés jusqu'au palais présidentiel, situé à La Paz, la capitale bolivienne. Leur revendication officielle était le respect de leur droit d'être consultés avant la réalisation du projet. Dans les faits, il s'agit davantage d'une lutte désespérée pour la survie de leur culture et de leur identité, sur un territoire qui représente le dernier retranchement où ils peuvent reproduire leur mode de vie. Pour eux, une autoroute constitue une porte grande ouverte à la déforestation, à l'utilisation non soutenable des ressources du territoire, mais surtout, à la multiplication de villes et de villages «de passage» servant principalement à fournir des services aux entreprises extractives actives dans la région. L'abondance d'argent, l'absence d'institutions et le caractère temporaire de ce genre d'établissements dans des zones reculées favorisent la prolifération de la violence et de la prostitution, entre autres problèmes sociaux. C'est contre ce sombre horizon que les mères du TIPNIS ont pris part à la marche en portant avec elles leurs bébés.

Cela n'a pas empêché les forces policières de réprimer violemment les protestataires, le 25 septembre 2011, à Chaparina. En date d'aujourd'hui, l'enquête pour identifier les responsables de la répression demeure sans réponses, bien que tout indique que l'ordre est venu de hauts responsables du gouvernement. Ce n'est qu'après ces événements, en 2012, que ce dernier a accepté de tenir une consultation publique sur le projet, qui fut toutefois marquée par la désinformation et la manipulation et durant laquelle la population n'a même pas pu débattre de tracés alternatifs pour l'autoroute. Aussi, bien que





Des participants de la grande marche vers La Paz contre la construction d'une autoroute dans le TIPNIS, en septembre 2011. Photo: Jaime Zapata/PC

le projet soit supposément interrompu pour l'instant, les travaux de construction se poursuivent.

Terre et territoire : une lutte entre pauvres

Le TIPNIS borde la région tropicale du Chapare, qui est la plus importante zone de production de feuille de coca du pays. Les *cocaleros*, les producteurs de coca, qui ont colonisé cette région après la privatisation de l'industrie minière dans les années 1980, viennent en grande partie de l'Altiplano. D'origine aymara et quechua principalement, ils sont associés à des organisations syndicales très puissantes, combattives et structurées. Ils constituent la base sociale et politique du gouvernement d'Evo Morales – qui est toujours président du syndicat des producteurs de coca – et sont favorables au projet d'autoroute, ce qui les oppose aux indigènes de la région tropicale. Cette opposition, qui est aussi celle, historique, entre paysans et indigènes, est le symptôme d'un problème plus profond : une véritable réforme agraire n'a jamais eu lieu dans les basses terres de la Bolivie. La lutte pour le territoire s'y fait donc entre pauvres, qu'il s'agisse des paysans *cocaleros* ou des Yuracarés, Moxeño-Trinitarios et Chimanes. Cette réforme agraire est une immense dette historique envers les populations rurales marginalisées, à laquelle le MAS – à l'instar de ses prédécesseurs – ne s'est jamais attaqué. Au contraire, les grands propriétaires terriens blancs qui dominent l'Amazonie bolivienne sont toujours aussi tranquilles et prospères, loin du champ de bataille et à l'abri des projecteurs.

Souveraineté et colonialisme

Pour justifier sa position intransigeante concernant la construction de l'autoroute dans le TIPNIS, le gouvernement a adopté un argumentaire anticolonial et développementaliste. Evo Morales déclarait en juin 2015 que « les gens du Sud ne sont pas les garde-parcs du Nord », et le vice-président, Álvaro García Linera, dans un ouvrage intitulé *Géopolitique de l'Amazonie* (2013), argumente que l'autoroute en question est une revendication des peuples amazoniens historiquement exploités par les structures capitalistes – au rang desquelles il inclut l'environnementalisme. Dans une vision paternaliste et condescendante, il présente l'autoroute comme la seule voix pour sortir les habitants du TIPNIS de la pauvreté.

Les paradoxes abondent aussi dans l'argumentaire anticolonialiste. L'autoroute du TIPNIS devait en effet être financée par la Banque nationale de développement du Brésil, dans le cadre de l'Initiative d'intégration régionale de l'Amérique du Sud, et a comme objectif ultime de donner au Brésil un accès routier à l'océan Pacifique. Bien que le projet ne soit pas encore terminé, des concessions d'exploration et d'exploitation pétrolières ont déjà été accordées au géant brésilien Petrobras (qui produit 60% du pétrole bolivien) et à la pétrolière française Total, car malgré la nationalisation des hydrocarbures en 2006, leur exploitation, elle, est toujours menée en grande partie par des compagnies étrangères. De plus, en mai 2015, le gouvernement bolivien a adopté un décret suprême pour permettre l'exploration et l'extraction d'hydrocarbures dans les aires protégées. Des arguments nationalistes sont invoqués pour délégitimer les protestations contre ces politiques et pour justifier un colonialisme interne dans lequel les intérêts économiques de l'État et l'exploitation des ressources naturelles continuent de primer sur la souveraineté des peuples indigènes.

Lorsqu'on connaît cette réalité, difficile de ne pas grincer des dents devant les déclarations d'Evo Morales lors de la conférence sur les changements climatiques de Paris, en décembre dernier : « [nous devons éradiquer] le capitalisme, qui est la cause structurelle des crises que vit l'humanité, avant que celui-ci n'achève la Terre-mère, et ainsi retrouver une vie en harmonie avec la nature » (traduction libre). Le président bolivien continue de représenter, aux yeux de la communauté internationale, une alternative au néolibéralisme et au grand capital. Pendant ce temps, dans son pays, le modèle extractiviste-exportateur s'est exacerbé ces dix dernières années, à la faveur d'un boom du prix des matières premières, écrasant tout ce qu'il croise sur son passage : peuples autochtones et forêts inclus.

Une dure vérité : la droitisation du MAS

Il est important de reconnaître la contribution essentielle du MAS à la construction d'un État moins discriminatoire et plus inclusif. Le changement par rapport à l'ère précédente est tangible et, souhaitons-le, irréversible. Par contre, en ce qui concerne le caractère plurinational de l'État et celui pluriel de l'économie, on ne peut que constater d'importantes contradictions et incohérences qui ont eu pour effet d'éloigner du MAS plusieurs composantes de la gauche, laissant le parti entre les mains de ses éléments plus autoritaires. Il est néanmoins important de signaler que la droite bolivienne, pour sa part, n'a pas cessé pour autant d'incarner les valeurs les plus rétrogrades, racistes et discriminatoires du pays.

Si ce n'est pas la première fois qu'un mouvement ou qu'un parti aux racines populaires se « droitise » en accédant au pouvoir, ceux et celles qui ont voulu voir dans le *Proceso de cambio* une véritable révolution sont tout de même tombés de haut. Reste le devoir de conserver les acquis, de corriger les travers et de régler les dettes historiques restées en plan. ©

* Traduit de l'espagnol par Emiliano Arpin-Simonetti.

1. C'est le nom que le MAS a donné à son projet de réforme et de transformation du pays en véritable État plurinational et postnéolibéral.